



TELEFAX URGENT
- audience du 1 décembre 2011 -

Tribunal correctionnel de Milan - Chambre II pénale

A l'attention de :

Dott.ssa Teresa FERRARI DA PASSANO - Presidente

Dott.ssa Nicoletta MARCHEGIANI - Giudice

Dott.ssa Giulia CUCCINIELLO - Giudice

Dossier Dr Marinella Colombo - N° 11383/11 R.G.Trib

Madame la Présidente,

Mesdames les juges,

Comme je viens de l'apprendre par mon avocat, le Tribunal m'aurait cité à comparaître en qualité de témoin dans l'affaire concernant Mme Colombo et Mme Tresoldi. Malheureusement, à la date d'aujourd'hui, je n'ai pas reçu de convocation. **Or, je souhaite être entendu dans cette affaire**, puisque je connais bien le dossier civil de Mme Colombo, qui est traité par des moyens pénaux par les autorités allemandes.

Je connais le versant italien de cette affaire, mais plus encore le versant allemand civil et pénal à l'origine de l'ensemble des procédures en Italie. Je connais les mécanismes judiciaires allemands que nul ne veut soupçonner en Europe, appliqués de manière uniforme à l'ensemble des affaires binationales, au sein de la juridiction allemande, malgré le déni des autorités judiciaires et politiques de ce pays.

A ce titre, nous nous apprêtons en collaboration avec Me Thuan, Cabinet Hincker et associés, Strasbourg, à déposer un mémoire completif devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme par lequel nous expliquons les mécanismes discriminatoires, qui ont été employés par les autorités allemandes dans l'affaire de Mme Colombo, afin de produire les décisions judiciaires, dont elles demandent l'exécution à vos autorités italiennes, sans que ces dernières ne puissent en contrôler le fond.

- Parce que pour des raisons de politique socio-démographique, les autorités allemandes criminalisent systématiquement les personnes qui dénoncent, faits et preuves à l'appui, les pratiques du Jugendamt et de la justice familiale allemande au préjudice de tous les parents non-allemands en séparation,
- parce qu'elles abusent de la bonne foi de leurs homologues étrangers (français, polonais, etc...) au sein de la zone de Schengen pour obliger les autorités de police étrangères à exécuter un MAE dans des affaires civiles de divorce, sans que ces dernières ne soient en mesure de vérifier le bien-fondé des décisions civiles ayant provoqué le MAE, afin de se procurer à l'extérieur les arguments qui leur permettent de déposséder à l'intérieur l'étranger de ses droits parentaux,
- parce que la législation allemande (§235 StGB) fait de la simple sortie d'enfants mineurs de sa juridiction un crime, indépendamment de toute autre considération ou de toute décision judiciaire,
- parce que dans l'Affaire de Mme Colombo la juge allemande Rogaschewski, qu'elle n'a jamais rencontré, a statué unilatéralement et dans le secret le surlendemain du départ de Mme Colombo,

- le 17 septembre 2008, afin de transférer à M Ritter les droits parentaux et pouvoir ainsi émettre le MAE qui fait de Mme Colombo un parent criminel sans justification,
- parce que le second mandat d'arrêt lancé par le Parquet de Munich contre Mme Colombo est en réalité le premier, quand bien-même celui-ci a déjà été jugé par la Cour pénale de Milan le 26 janvier 2009 à un moment où ni les autorités italiennes, ni Mme Colombo ne disposaient des éléments suffisant du dossier allemand pour assurer un procès et une défense équitables,
 - parce que dans cette affaire les autorités allemandes qui réclament avec insistance et acharnement la compétence à statuer sur la garde des enfants de Mme Colombo conformément au Kindeswohlprinzip (§1697a BGB, le principe du bien-être allemand PAR les enfants), c'est à dire dans l'intérêt national allemand et non dans l'intérêt supérieur des enfants ou du droit en Europe, et que la compétence résiduelle des autorités italiennes est de statuer sur le retour des enfants (la Cour de Cassation à Rome a été saisie une seconde fois à cet effet au mois de mars 2011) et éventuellement sur une demande d'extradition, dans la mesure où celle-ci serait justifiée dans une telle affaire civile, les autorités italiennes ne semblent pas habilitées de ce fait à mener **pour le compte des autorités allemandes, aux frais des contribuables italiens, contre leur propre ressortissante italienne** les procédures visant à construire l'argument criminel pour la déposséder de ses droits parentaux sous protection de la Loi allemande,
 - parce que nous connaissons depuis l'audience du jeudi 24 novembre 2011 devant votre tribunal la qualité du témoin allemand présenté par le Parquet allemand, Me Dollinger et son client allemand pour venir diffamer sans preuve aucune les activités du CEED et des personnes réunies en son sein, dont Mme Colombo,

je ne suis pas à l'abri moi-même de mesures de représailles sous forme d'un MAE des autorités allemandes.

L'enquête préliminaire lancée par le Parquet de Munich qui a mené à l'arrestation de Mme Colombo et pour laquelle votre Tribunal a été saisi se base principalement sur la déposition faite en Allemagne par Madame Nicole Kändler. Sa déclaration m'accusant notamment d'avoir reçu 10.000 euros de la part de Mme Colombo pour enlever les enfants de cette dernière, sans le moindre élément de preuve, a permis au Parquet de Munich de faire disparaître le premier mandat d'arrêt contre Mme Colombo lancé de manière « préventive » (c'est à dire sans infraction) dans des conditions qui n'ont toujours pas été élucidées. En joignant les deux enquêtes préliminaires, la seconde efface la première dans le plus grand secret. Cette technique, très en vogue chez les juristes allemands, permet de dissimuler des accusations toujours faites sur la base de la présomption de culpabilité du parent étranger.

Mme Kändler est une femme sans qualification et diplôme, désignée par son entourage de niaise et de voleuse. Elle fait actuellement l'objet d'une procédure pénale pour enlèvement d'enfant au Parquet de Münster. Je ne manquerais pas d'apporter au moment venu les preuves matérielles de mes déclarations. Elle a par ailleurs déjà été condamnée en Allemagne pour falsification et déclarations mensongères, ce que le Parquet de Munich sait ou aurait du savoir après enquête. Les enfants de Mme Kändler ont été placés dans un foyer sur ordre du JUGENDAMT, juge politique familial en Allemagne, précisément celui que le CEED, Mme Colombo et moi-même dénonçons, puisqu'en raison de sa qualité de parent d'État plénipotentiaire et troisième partie, dont la présence est obligatoire dans toute procédure de droit familial allemand en protection non pas de la relation parent-enfant (l'intérêt supérieur de l'enfant), mais de la relation État allemand-enfant (le Kindeswohl), il interdit par nature à la juridiction familiale allemande de rendre des décisions équitables et libres, une exigence pourtant fondamentale du Droit des Européens. Force est de constater que Mme Kändler ne cesse de louer dans ses écrits et dans ses propos depuis son contact avec M Ritter le rôle du JUGENDAMT, ce qui est contre nature.

Tous ces éléments laissent donc supposer, que Mme Kändler fait l'objet d'un chantage, dont elle ne comprend pas l'enjeu politique majeur, quand elle vient porter des accusations très graves contre Mme Colombo et moi-même, sans élément de preuve, dans une affaire type où le Parlement Européen et la Cour des Droits de l'Homme sont saisis, parce que les autorités allemandes dissimulent les faits et que l'objet non-avoué de la justice familiale allemande est de trouver ou de construire le prétexte pour conserver par tous les moyens et les plus déloyaux, les enfants de tous les étrangers, ainsi que leur parents étrangers en Allemagne.

Pour le Parquet de Munich, les accusations de Mme Kändler, faites au mois de janvier 2010 arrivaient à point nommé, pour argumenter contre Mme Colombo, qui avait relevé et dénonçait de graves anomalies dans sa procédure en Allemagne, qui sont malheureusement la norme judiciaire en Allemagne. Ce même Parquet a interdit à Me Revel, l'avocat de Mme Colombo en Allemagne, d'accéder au dossier au prétexte qu'il pourrait compromettre l'enquête en cours.

Or, si le Parquet de Munich nous avait donné la possibilité de vérifier en Allemagne, les accusations sans preuves formulées par une citoyenne allemande, auprès d'un Parquet allemand, jamais les procédures en cours en Italie n'aurait raison d'être. Il y a ici une intention délibérée du Parquet de Munich d'exploiter les autorités italiennes et de nuire à Mme Colombo et à moi-même.

Plus encore, ce refus permet aux autorités allemandes de déplacer une affaire purement allemande devant la juridiction pénale italienne, qui ne connaît pas la Loi et les procédures allemandes, de lui faire supporter des frais énormes de procédures en lieu et place de la juridiction allemande, d'exploiter ces procédures en Italie pour dénigrer dans les médias allemands les parents étrangers victimes et le CEED et de gagner le temps nécessaire pour attribuer la garde des enfants et le patrimoine de Mme Colombo au parent allemand, exclure le parent étranger à jamais d'un contact régulier et normal avec ses enfants, tout en lui interdisant de pouvoir se défendre, puisque placée en état d'arrestation en Italie avec interdiction de communiquer avec l'extérieur, ce, à la demande des autorités Allemandes.

Peut-être devrais-je souligner que Mme Colombo n'a jamais fait l'objet d'un procès pénal et d'un jugement pénal en Allemagne, qu'elle n'a jamais eu ou pu se défendre contre les accusations lancées par les autorités allemandes, quand bien même celles-ci ont transmis deux MAE à SIRENE Italie.

Alors de quoi parlons-nous au juste ici ? D'un divorce ou d'une affaire de grand banditisme, ce que laissent suggérer les moyens mis à la disposition par les autorités italiennes au profit des Allemands, tels que filature, écoutes téléphoniques, séquestre des avoirs bancaires, saisie du matériel informatique, interdiction de communiquer même avec la CEDH, etc., etc., etc... ? Les moyens employés en Italie respectent-ils vraiment le principe de proportionnalité avec l'objectif recherché, garantir à des enfants binationaux l'accès à leurs deux parents après leur séparation, ce qui semble être partout possible, sauf en Allemagne ?

Je m'étonne d'entendre sur les plus grandes chaînes de télévision allemande, tant M. Ritter, ex-mari de Mme le Dr Colombo, que M. Tinnemann, l'ex-mari de Mme le Dr Rosamaria Bruni, dire tous deux qu'ils ont reçu le soutien très fort d'un jeune procureur italien (j'apporterai la aussi la preuve matérielle de mes propos), d'affirmer dans les mêmes termes que leurs épouses ont enlevé leurs enfants, que leurs ex-épouses sont des criminelles et que le CEED serait une organisation de parents voyous condamnés, ceci sans jamais laisser la parole aux parents étrangers ou sans jamais expliquer dans quelle condition (jugement unilatéral et secret rendu en Allemagne) ces parents allemands ont obtenu avec le soutien unilatéral des autorités allemandes la garde de leurs enfants.

Je m'interroge aussi sur le fait que ces femmes et bien d'autres, pères et mères, qui ont tous en commun une nationalité non-allemande préfèrent être emprisonnés, plutôt que de vivre sous juridiction allemande. Si ces parents, généralement de formation supérieure et bien établis dans la société, qui n'ont jamais eu maille à partir avec la justice auparavant, préfèrent la prison à une vie aux conditions édictées par les Allemands, les raisons qui poussent ces personnes à agir ainsi ne peuvent être aussi insignifiantes que les Allemands veulent bien le laisser entendre. Elles sont majeures.

Il ne suffit pas que les Allemands affirment qu'un parent non-allemand a « enlevé » ses enfants et qu'ils s'époumonent à raconter que leur ex-conjoint est un criminel, et ce en dehors de toute considération matérielle et factuelle, pour que le Droit des Allemands devienne, sans le moindre garde-fou, le droit des Européens. Tout au contraire, il y a lieu de vérifier dans quelles conditions précises et selon quel cadre législatif, les autorités allemandes ne cessent de prétendre que Mme Colombo aurait « enlevé » ses enfants pour la criminaliser, et dans cet esprit, l'ensemble des autres parents non-allemands dans sa situation, alors que les magistrats allemands font usage de mesures pénales dans des affaires civiles sur la base de décisions non contradictoires ou, comme dans le cas présent, sur la base d'arguments d'un témoin sans la moindre crédibilité. Si je ne me trompe la Cour de Cassation à Rome n'a toujours pas statué à la seconde requête

de Mme Colombo et je ne comprends pas pourquoi les Italiens respecteraient plus les décisions des Allemands, que les décisions de droit italien de leur propre Cour de Cassation.

Il y a lieu de vérifier si les décisions rendues en Droit allemand, dont les autorités allemandes demandent l'exécution au sein de la juridiction italienne répondent au Droit constitutionnel italien, aux conventions européennes régissant les affaires de séparation transfrontalière tant en matière civile que pénal et aussi à la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Au regard du comportement brutal et méchant des autorités allemandes dans l'affaire de Mme Colombo, au regard de la campagne de dénigrement et d'intimidation lancée à travers les médias allemands et Internet par les autorités allemandes contre ma personne et d'autres agissant en relation avec le CEED, au regard de l'enjeu majeur que cache une affaire Colombo pour l'avenir économique de l'Allemagne, au regard de plaintes sans délit lancées contre ma personne en Allemagne, je ne suis pas à l'abri d'un MAE allemand, dont on demanderait l'exécution à un jeune Procureur italien.

Parce que je souhaite témoigner dans l'affaire de Mme Colombo, je vous prie, Mme la Présidente, de bien vouloir communiquer aux autorités françaises une demande de commission rogatoire détaillée, pour me permettre d'apporter mon témoignage précis dans cette affaire.

A ce titre, je vous prierai de bien vouloir faire parvenir à mes autorités que je place ici en copie un questionnaire détaillé, en langue italienne et en traduction assermentée. Je souhaite ce faisant éviter toute interprétation du à une traduction non fidèle.

Vous n'êtes pas sans ignorer que les procédures en cours en Italie dans l'affaire de Mme Colombo ont pour origine une traduction falsifiée faisant de M. Ritter le parent détenteur d'une autorité parentale exclusive, quand bien même il n'était que détenteur de droit de visite, ce qui correspond aux faits et ce que la Cour de Cassation de Rome a confirmé dans son arrêt de mars 2010. De manière incompréhensible, Parquet de Milan à classé la plainte contre l'avocat allemand Strauss, auteur de cette traduction.

Finalement, j'aimerais attirer l'attention de votre tribunal sur un élément ; Toutes les activités judiciaires développées en Allemagne depuis le début de cette affaire n'ont jamais eu à aucun moment pour objet de résoudre ou d'apaiser un simple problème parental de manière pacifique et raisonnable.

De ce fait, j'aimerais garder à l'esprit, Madame la Présidente, que deux jeunes enfants, n'ont toujours pas revu leur mère depuis plus d'un an, parce que les procédures allemandes n'ont jamais eu d'autre objet que de faire de Mme Colombo le mauvais parent ou la criminelle, afin de les conserver en Allemagne et de les écarter à tout jamais de leur culture italienne et de leur mère. Au simple fait que celle-ci a voulu quitter l'Allemagne, elle est devenue pour la communauté allemande une *Unperson*, une non-personne, une rien.

Nos parents ont fait l'expérience de ce que signifie placer le droit des Européens sous le Droit des Allemands. Dans ces conditions, peut-être devrions-nous ici envisager, nous européens, que les « criminels » ne sont peut-être pas ceux, qui ne cessent de se trouver qualifiés de tels par les Allemands.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées

Olivier Karrer

Olivier Karrer
189 Avenue Aristide Briand
F 94230 Cachan

Copie
Ministère de la justice, Rome
Chancellerie et Ministère de l'Intérieur, Paris
Me Thuan, Hincker et associés, Strasbourg
Me Bosco, Barreau de Milan